

La situation des assistantes maternelles

Gisèle Biémouret interroge la ministre du travail



La situation des assistantes maternelles

A l'occasion des questions au Gouvernement du mardi 12 mars, Gisèle Biémouret a interrogé la ministre du travail sur la situation des assistantes maternelles.

Elle entendait relayer les inquiétudes exprimées par le collectif des « gilets roses », mobilisé partout en France le week-end dernier, face au projet de réforme de l'assurance-chômage, qui avec un objectif de 4 milliards d'euros d'économies est en marche avec son lot de victimes collatérales.

La députée a déploré le risque d'impact négatif pour les salariés multi-employeurs quant à la volonté du Gouvernement de modifier les règles de calcul des indemnités chômage au motif qu'une activité conservée peuvent conduire les personnes à bénéficier – en cumulant revenu d'activité et allocation chômage – d'un revenu global très proche de celui qu'elles auraient tiré d'une activité à temps plein.

Ce cumul étant une des caractéristiques du métier d'assistante maternelle, dépendantes des besoins des familles, celles-ci seront les victimes de ce projet. Avec la réforme, le mode de calcul de l'indemnisation pourrait leur faire perdre entre 30 et 300 euros par mois. Selon l'UNEDIC, les deux tiers des assistantes maternelles cumulent salaire et allocation, pour un revenu mensuel proche de 1 400 euros bruts.

Vraisemblablement maintenue par le Gouvernement après une réponse loin d'être éclairante et ambitieuse, cette réforme va fortement pénaliser un mode d'activité déjà précaire. Principales conséquences, leur intention comptable risque de précariser de nombreuses femmes occupant ce type d'emplois et de décourager nombre d'entre elles à assurer un mode de garde utile à notre société et aux familles.